

**DECISION DU MAIRE PRISE EN VERTU D'UNE DELEGATION  
DONNEE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

**N° 26.38: Déclaration d'Intention d'Aliéner – décision de non-préemption – BB 164.**

Le Maire de la Commune de Renaison,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2026-03-30/03 en date du 30 mars 2026 par laquelle le Conseil Municipal a chargé le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 (alinéa 15) du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme,

Vu la demande présentée le 12 mai 2026 par Maître Emilie RIGNAUX, Notaire à ROANNE, 3 bis rue Emile Noirot, concernant la parcelle de terrain ci-dessous indiquée :

| Section | N°  | Lieu                  | Superficie totale |
|---------|-----|-----------------------|-------------------|
| BB      | 164 | 272 rue Jules Bianchi | 05 a 64 ca        |

Vu la délibération en date du 24 novembre 2015 instituant le droit de préemption sur toutes les zones urbaines « UA – UB – UEa – UEb – UH – UL – UZ1 » et à urbaniser « AUL » telles qu'elles sont délimitées par le plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme de la Commune approuvé le 24 novembre 2015,

Considérant que la parcelle est située en zone UB, zone urbaine correspondant aux extensions récentes du bourg, soumise au droit de préemption urbain,

**DECIDE**

**Article 1** : de renoncer au droit de préemption urbain pour la demande présentée le 12 mai 2026 par Maître Emilie RIGNAUX, Notaire à ROANNE, 3 bis rue Emile Noirot, concernant la parcelle de terrain ci-dessous indiquée :

| Section | N°  | Lieu                  | Superficie totale |
|---------|-----|-----------------------|-------------------|
| BB      | 164 | 272 rue Jules Bianchi | 05 a 64 ca        |

Fait à Renaison, le 28 mai 2026

Le Maire,  
Laurent BELUZE



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201824-20260528-26-38-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/05/2026  
Publication : 29/05/2026